

PRISE DE PAROLE DE SOLIDAIRES ALLIER

Une semaine après les élections présidentielles, disons le tout net, ce 1er mai est une journée de mobilisation contre l'extrême-droite, et le néolibéralisme.

Contre l'extrême droite, encore et toujours

Les élections présidentielles ont confirmé la colère d'une grande partie des salarié·es et de la population devant les mesures anti-sociales prises par le gouvernement Macron, pour le plus grand bénéfice d'une minorité de riches et de grandes entreprises. Les politiques liberticides enferment la société dans une spirale sécuritaire. Elles sont un tremplin pour l'extrême-droite.

Les élections ont à nouveau été l'occasion pour l'extrême-droite d'instrumentaliser la peur du déclassement social, de la précarité et de la pauvreté, au point qu'une partie de la population a été séduite par ses fausses mesures sociales. Comme à son habitude, l'extrême-droite a tenu un discours de rejet et de haine des étranger·es et des immigré·es. Même avec de mignons petits chats, Marine Le Pen et ses idées restent dangereuses.

Si nous nous félicitons de la défaite de la candidate d'extrême droite, rien n'est réglé pour autant quand on constate son augmentation en nombre de voix. Depuis des années, nous menons une campagne pour rappeler que l'extrême-droite est l'ennemie des travailleuses et des travailleurs. Ses résultats des élections montrent que nous avons encore du travail pour convaincre que jamais Marine Le Pen ne sera une solution, qu'elle fait partie du système et du problème, elle le renforce même. Nous continuerons à lutter sur tous les terrains contre les idées nauséabondes et les arnaques sociales de Le Pen et ceux/celles qui reprennent des idées d'extrême-droite au service de l'ordre social et de l'ordre économique capitaliste. Dire cela ce n'est pas abandonné l'indépendance syndicale, c'est défendre les intérêts de tous salariés et les libertés publiques et démocratiques.

Il faut aussi combattre le néolibéralisme, très mal élu !

Emmanuel Macron et ses ami·es de tout bord entendent amplifier l'action entamée au précédent quinquennat : austérité pour les salarié·es et attaque contre la protection sociale avec l'annonce d'une nouvelle contre-réforme des retraites.

Même s'il a la légalité des urnes, il n'a aucune légitimité populaire pour appliquer ses réformes antisociales, à commencer par celle des retraites. Nous saurons le lui rappeler.

L'urgence écologique et sociale est plus forte que jamais mais le programme du candidat Emmanuel Macron ne semble pas en tenir compte, comme en attestent le projet de réforme de la retraite ou l'absence totale de débat sur le climat pendant la campagne présidentielle - et ce malgré deux condamnations de l'Etat français pour inaction climatique et la parution du très alarmant rapport du GIEC appelant à des actions immédiates pour réduire de moitié les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.

Un des enjeux à venir sera la défense de nos retraites. Nous ne voulons pas travailler plus, ni sur la journée, ni sur la semaine, ni sur la carrière. 62 ans c'est déjà trop tard pour avoir le droit à la retraite. C'est d'autant plus injuste avec la durée de cotisation et les décotes qui s'appliquent. 65 ou 64 ans seraient inacceptable : cela reviendrait à n'accéder à la retraite qu'une fois l'espérance de vie en bonne santé passé.

Parce que nous n'avons pas à nous résoudre passer notre vie à la gagner, nous devons nous convaincre que d'autres choix sont possibles. Des choix plus protecteurs, des choix de justices sociales. Nous Revendiquons toujours la retraite à 60 ans avec 37,5 années de cotisation.

Ne pas travailler davantage c'est aussi abaisser le temps de travail et obtenir de meilleurs salaires. Cela est plus qu'urgent dans une société où ne nombreuses personnes, surtout les femmes subissent la précarité et les boulot mal payé.

Là aussi, Solidaires à des revendications : passer de 35h à 32h par semaine sans perte de salaire, un SMIC à 1 700 euros net , la revalorisation du point d'indice dans la fonction publique , l'égalité salariale et la revalorisation des métiers les plus féminisés, des augmentations de salaires, pensions et minima sociaux de 400 euros, un écart de salaires de 1 à 5 entre les plus bas et plus hauts salaires.

La réélection de Macron nous oblige pour le monde du travail

Elle nous oblige pour les salarié-es, les privés d'emploi, la jeunesse et le retraité. Elle nous oblige car elle ne laisse rien présager de bon. Rien de bon non plus pour le droit des femmes et la défense de l'égalité. Rien de bon pour celles et ceux qui subissent la pauvreté et la précarité. Rien de bon pour les réfugiés. Rien de bon pour l'environnement avec les conséquences désastreuses pour un futur toujours plus proches.

Ce sont nos luttes et nos mobilisations, nos résistances et nos espoirs qui feront la différence. L'heure est à l'unité. L'Union syndicale Solidaires la construit, avec l'intersyndicale et plus largement avec le mouvement social.

Le 1^{er} mai, c'est aussi l'internationalisme !

Comme nous le rappelle tristement la guerre de la Russie contre l'Ukraine, une journée pour la paix et la solidarité internationale. Après des discussions avec des syndicalistes indépendants d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie, Solidaires participe à l'organisation d'un convoi d'aide à la résistance ukrainienne face à l'offensive militaire de Poutine et à ses conséquences.

Cette guerre nous rappelle la nécessité d'un accueil non discriminatoire de tous les réfugiés d'Ukraine, au delà (Afrique, Asie,...) qui souffrent aussi des conflits.

Ce 1^{er} mai est un avertissement au président réélu :

Droit des femmes, défense de l'environnement, luttes contre toutes les discriminations, la précarité, défense des libertés publiques, de la protection sociale, de nos retraites et service public, nous ne sommes pas prêts à perdre 5 ans plus de régressions sociales !

Alors, à très vite dans les luttes ! Bon 1^{er} mai !